



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3242

Texte de la question

JOURNALISTES OTAGES EN AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Patrick Bloche. Monsieur le ministre des affaires étrangères, vendredi prochain, 13 mai, cela fera exactement cinq cents jours qu'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, deux journalistes de France Télévisions, ainsi que leurs trois accompagnateurs afghans, sont retenus en otage.

Cinq cents longs jours dont on a peine à imaginer le lot de souffrances, tant physiques que morales, étant donné les conditions de captivité des otages. De fait, il s'agit d'ores et déjà de la plus longue prise d'otages touchant des journalistes depuis plus de vingt-cinq ans.

La question de notre groupe vise d'abord à faire part de la solidarité de la représentation nationale à leur endroit, solidarité qu'a su exprimer notre collègue Bernard Cazeneuve. Au-delà de cet hémicycle, saluons les multiples initiatives qui ont été prises sur tout le territoire national et que coordonne le comité de soutien à Hervé Ghesquière et à Stéphane Taponier. Elles montrent que nos concitoyens se mobilisent très fortement pour les faire libérer.

Naturellement, plus le temps passe, plus l'inquiétude grandit, d'autant - faut-il le rappeler ? - qu'aucune preuve de vie des otages n'a été apportée depuis novembre 2010. Par ailleurs, depuis le faux espoir d'une libération avant la fin de l'année dernière, aucun élément rassurant ne nous permet d'envisager aujourd'hui une issue heureuse et prochaine.

Le Gouvernement peut-il donc informer la représentation nationale, et, plus largement, nos concitoyens, des actions les plus récentes entreprises par les autorités françaises pour obtenir la libération d'Hervé Ghesquière et de Stéphane Taponier ? Car le silence observé, si compréhensible soit-il, est parfois difficile à supporter.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC, sur plusieurs bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la défense et des anciens combattants.

M. Gérard Longuet, *ministre de la défense et des anciens combattants*. Non, monsieur le député, je ne puis apaiser votre inquiétude de manière certaine à l'instant où nous parlons. La preuve de vie la plus récente dont nous disposons touchant Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier remonte en effet au 19 décembre 2010.

Je tiens à dire que, depuis qu'ils sont retenus en otage - c'est-à-dire depuis cinq cents jours, vous avez bien fait de le rappeler -, plusieurs dizaines d'agents de l'État, tous ministères confondus, accomplissent, comme d'autres le font pour nos otages au Mali et pour notre otage en Somalie, un travail systématique d'évaluation, de localisation, de contact, d'entretiens avec toutes sortes d'interlocuteurs qui nous sollicitent et qui nous proposent leurs services.

À cet instant, je ne peux vous donner d'autre certitude que celle-là : l'État satisfait à l'obligation de diligence qui lui incombe. Nous avons la certitude que, le 19 décembre dernier, les otages étaient vivants, et nous avons toute raison de penser qu'ils le sont encore. Mais je ne peux vous dire ni s'ils sont réunis, ni s'ils se trouvent encore dans la province de Kapissa.

Voici ce que nous faisons. D'une part, nous entretenons le plus de relations possible avec le plus grand nombre d'interlocuteurs possible - et Dieu sait s'ils sont nombreux. D'autre part, nous entretenons des liens constants avec les familles des otages et leur environnement, y compris en accueillant les familles sur place, en

Afghanistan, afin de nous assurer que tout ce qui est humainement faisable pour apaiser la douleur des proches est fait.

Cela étant, je le répète, je ne puis à cet instant apporter d'autre espérance que celle que donne le respect par l'État de l'obligation de diligence qu'il s'impose à lui-même, avec le soutien - je n'en doute pas - du Parlement tout entier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur de nombreux bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3242

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Défense et anciens combattants

Ministère attributaire : Défense et anciens combattants

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 12 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mai 2011